



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le vendredi 14 juin 1996 — N° 38

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau

QUÉBEC

14 juin 1996

14 juin 1996

Le vendredi 14 juin 1996

N° 38

La séance est ouverte à 10 h 07.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens, fait une déclaration concernant des décisions du gouvernement du Québec à l'égard du mouvement des revendicateurs du statut de réfugié.

Présentation de projets de loi

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

n° 39 Loi sur la protection des personnes atteintes de maladie mentale et modifiant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

n° 41 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant les contrats

14 juin 1996

d'assurance de responsabilité de certains établissements.

La motion est adoptée.

M. Brassard, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 43Loi sur les véhicules hors route.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 185-960614)

M. Brassard, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 186-960614)

Mme Carrier-Perreault, ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 187-960614)

M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens, dépose:

14 juin 1996

Le rapport annuel du Curateur public du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1995.

(Dépôt n° 188-960614)

M. le Président dépose le rapport de mission suivant:

Le rapport, présenté par M. André Boulerice, député de Sainte-Marie—Saint-Jacques, de la mission de la région Amérique de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française, qui s'est tenue en Haïti du 31 mars au 3 avril 1996.

(Dépôt n° 189-960614)

Puis il dépose:

Copie des lettres, en date du 14 juin 1996, qu'il a adressées au premier ministre du Québec ainsi qu'au ministre de la Santé et des Services sociaux au sujet de la publicité parue dans plusieurs quotidiens du Québec relativement au nouveau régime d'assurance-médicaments proposé dans le projet de loi n° 33.

(Dépôt n° 190-960614)

Dépôts de rapports de commissions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 12 et 13 juin 1996, a étudié en détail le projet de loi:

n° 34 Loi sur le transfert des attributions de l'Office des ressources humaines — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 191-960614)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose:

Des tableaux indiquant les barèmes d'exemption annoncés par le ministre de la Santé et des Services

14 juin 1996

sociaux relativement au régime universel de médicaments proposé dans le projet de loi n° 33, Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives.
(Dépôt n° 192-960614)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 33, Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 36, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 130, Loi sur la justice administrative.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Motion de censure

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement, pour son double langage notamment en matière de santé, le premier ministre du Québec qui refuse encore une fois de dire clairement aux Québécoises et aux Québécois que l'imposition du régime d'assurance-médicaments répond à une commande budgétaire et qu'à ce titre il s'agit d'un impôt médicaments.

14 juin 1996

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion de censure: quinze minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et cinq minutes sont allouées à chacun des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune; le débat prendra fin à 12 h 50 et il sera immédiatement suivi d'un vote par appel nominal.

Suit le débat sur la motion de M. Johnson.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est tenu.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 40 en annexe)

Pour: **35** Contre: **55** Abstention: **0**

À 13 h 07, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 10.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

14 juin 1996

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi n° 25, Loi modifiant le Code civil en matière d'obligation alimentaire.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi n° 29, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives, ainsi que l'amendement transmis par M. Bertrand, ministre délégué au Revenu.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi n° 18, Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et modifiant d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

Mme Marois, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi n° 37, Loi favorisant la conclusion d'ententes dans le secteur de l'éducation, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

14 juin 1996

La séance reprend à 20 h 03.

<segment>

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Marois, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi n° 37, Loi favorisant la conclusion d'ententes dans le secteur de l'éducation, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Trudel, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi n° 135, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

14 juin 1996

À 22 h 25, sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au lundi 17 juin 1996, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

14 juin 1996

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de censure présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle:

(Vote n° 40)

POUR - 35

Beaudet	Copeman	Lefebvre	Poulin
Bélanger	Delisle	LeSage	Sirros
<i>(Mégantic-Compton)</i>	Farrah	Loiselle	Vallières
Benoit	Frulla	Maciocia	Williams
Bergman	Gagnon-Tremblay	MacMillan	
Bissonnet	Gautrin	Marsan	
Bordeleau	Gobé	Middlemiss	
Bourbeau	Houda-Pepin	Mulcair	
Chagnon	Johnson	Ouimet	
Charbonneau	Kelley	Paradis	
<i>(Bourassa)</i>	Lafrenière	Parent	

CONTRE - 55

Barbeau	Bertrand	Charest	Jolivet
Baril	<i>(Portneuf)</i>	Chevrette	Julien
<i>(Arthabaska)</i>	Blackburn	Côté	Jutras
Baril	Blais	Désilets	Kieffer
<i>(Berthier)</i>	Boisclair	Deslières	Lachance
Beaulne	Bouchard	Dion	Landry
Beaumier	Boucher	Doyer	<i>(Bonaventure)</i>
Bégin	Boulerice	Facal	Landry
Bélanger	Brassard	Gagnon	<i>(Verchères)</i>
<i>(Anjou)</i>	Campeau	Gaulin	Laprise
Bertrand	Caron	Gendron	Léonard
<i>(Charlevoix)</i>	Carrier-Perreault	Harel	Malavoy

14 juin 1996

Marois
Ménard
Morin
(*Dubuc*)

Paquin
Paré
Payne
Pelletier

Perron
Rivard
Robert
Rochon

Signori
Trudel
Vermette

ABSTENTION - 0